



TUNISIE FACTORING SA

**Siège Social : Centre Urbain Nord – Av. H.
Karray
1082 Tunis Mahrajène**

SOMMAIRE

1. Rapport d'activité pour l'exercice 2014 et approbation des comptes
2. Ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire
3. Projet de résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire
4. Document d'information (annexe 3 au règlement portant sur l'appel public à l'épargne)
5. Informations d'ordre général

Rapport d'activité au 31 décembre 2014

1. Conjoncture économique :

L'année 2014 se place dans la continuité des dernières années annonçant une fin de crise qui tarde à se confirmer.

- A l'international :

Le F.M.I. a révisé à la baisse la croissance économique mondiale en 2014 de 3,7% à 3,3% conséquence de la décélération de l'activité économique des pays émergents.

Pour 2015, cette croissance est prévue pour se situer à 3,8%.

Ce ralentissement est généralisé pour la plupart des pays avancés y compris la zone américaine et l'Europe à l'exception des pays du nord de ce continent.

Ce ralentissement est constaté également auprès des pays émergents, principalement en Chine, au Brésil et la Russie.

- A l'échelle mondiale, l'inflation après avoir grimpé début 2014 sous l'effet du renchérissement de l'énergie, compensé par la baisse continue des matières premières, a baissé au courant du second semestre 2014. Fin novembre ce taux était de 0,3% dans la zone Euro.

- Les politiques monétaires suivies sont marquées par la continuation du soutien des Banques Centrales à la relance des économies de leurs zones.

- Sur le plan des changes, l'Euro a accusé une forte baisse par rapport au Dollar US conséquence de la fragilité de la reprise dans la zone Euro.

- En Tunisie :

La croissance attendue fin 2014 se situe aux alentours de 2,3% et les estimations préliminaires pour 2015 tablent sur une croissance de 3%.

- Pour ce qui est du commerce extérieur, la grande préoccupation vient de l'élargissement du déficit courant qui atteint 8,3% du P.I.B. à la fin novembre 2014 contre 5,6% pour la même période 2013. La cause principale de ce déficit découle de la balance commerciale où les importations dépassent largement les exportations.

Les avoirs nets en devises représentaient fin décembre 112 jours d'importation contre 107 jours à la même date 2013. Cette couverture n'a pu se faire que grâce surtout à la progression soutenue des flux nets d'entrées de capitaux étrangers (principalement le déblocage de lignes de crédits extérieures en devises).

Quant à l'évolution du taux de change du dinar, par rapport à la fin de l'année précédente, ce dernier a affiché une stabilité par rapport à l'euro et une dépréciation de 11,5% vis-à-vis du dollar. Actuellement l'Euro vaut 2,2709 Dinars et 1,8628 par rapport au dollar US.

- Le taux d'inflation a été ramené à 5,2% contre 5,8% une année plutôt.

- Le secteur bancaire continue de souffrir de la crise de liquidité, malgré une légère amélioration enregistrée courant le mois de décembre.
 - Une des rares éclaircies dans le secteur des finances en 2014, concerne le nombre d'introductions en bourse dont le nombre d'entreprises introduites a été de 8 pour un volume de 353,5 MD. De même il a été observé courant 2014 une reprise de l'intervention étrangère sur la bourse de Tunis.
 - Sur le plan politique et social, le pays continue de souffrir de l'impact des conflits qui ont éclaté dans la zone MENA, principalement en Lybie, en Syrie et en Irak et dans une moindre mesure en Egypte. En Tunisie l'année a enregistré plusieurs attentats terroristes notamment à la frontière Tuniso Algérienne.
- La situation semble se stabiliser, mais dans la fragilité. Les élections législatives et présidentielles ont débouché sur l'intronisation d'un nouveau pouvoir élu démocratiquement. Le nouveau gouvernement a une connotation de gouvernement socio-démocrate d'union nationale, dont les priorités sont :

- o L'apaisement du pays et la lutte contre les poches du terrorisme et le crime organisé.
- o La préservation du pouvoir d'achat des citoyens et la lutte contre la spéculation à travers une politique de maîtrise des prix, outre la lutte contre le commerce parallèle.
- o Le développement des zones frontalières.
- o L'organisation d'une campagne de propreté et de protection de l'environnement et une autre pour la réhabilitation des quartiers populaires et des édifices publics.
- o L'accélération de la réalisation des grands projets.
- o L'adoption de mesures nécessaire pour assurer la réussite de la saison touristique et de la saison agricole.
- o L'engagement des travaux d'élaboration du plan quinquennal.
- o Régler les dossiers sociaux en suspens à travers la conclusion d'un accord avec les partenaires sociaux s'étalant sur trois ans, outre l'augmentation de l'aide aux familles nécessiteuses

Sur un autre plan le nouveau chef du gouvernement a affirmé que la situation économique du pays est demeurée très difficile et préoccupante, car tous les indicateurs ont enregistré un recul en dépit de la politique néolibérale appliquée par le cabinet sortant.

2. Faits saillants :

Comment s'est comportée Tunisie Factoring au courant de 2014, dans cette conjoncture perturbée et peu porteuse de croissance ?

Comme tout le pays Tunisie Factoring au courant de 2014 a été pour partie affectée par cette conjoncture, puisque sa clientèle exclusive est constituée d'entreprises structurées comprenant une majorité de PME / PMI auxquelles le commerce parallèle a causé beaucoup de tort. Une bonne partie des résiliations de l'année concerne des entreprises sinistrées et celles qui n'ont pas disparu ont vu leur activité lourdement baisser du fait de cette concurrence déloyale.

2014 a été pour Tunisie Factoring le vécu de sa première grève depuis près de vingt ans d'existence. Fort heureusement suivie à moins de 30%, la majorité de l'effectif est venu travailler malgré la pression et les menaces du syndicat qui a tout fait pour faire aboutir la grève totale. Par ailleurs, la crise de liquidité des banques, combinée à la situation difficile des finances publiques, ont eu leur impact sur une bonne partie du tissu des entreprises soit directement soit indirectement, laissant se développer des défaillances de paiement suite à la rareté du crédit d'une part ou le retard dans les paiements du budget de l'Etat d'autre part. Pour Tunisie Factoring cela s'est répercuté par une relative montée des dossiers contentieux afin d'activer le recouvrement des créances en retard de paiement. En 2014 et déjà depuis 2013, Tunisie Factoring a perdu des collaborateurs dont certains très précieux notamment au sein de l'équipe commerciale. Naturellement cela s'est répercuté sur le rendement de la nouvelle production qui a baissé aussi bien par rapport aux prévisions que par rapport à 2013. Cependant, la majeure partie du portefeuille de la société s'est bien comportée permettant à la société de réaliser une croissance aussi bien dans les produits que dans le P.N.B. en dépit de cette baisse d'activité et malgré le renchérissement du coût des ressources. Ainsi et grâce à une bonne maîtrise des charges, le résultat d'exploitation a connu une légère hausse +2,7%

Dans le cadre de l'instauration de la bonne gouvernance au sein des établissements financiers, Tunisie Factoring a poursuivi son action de mise en conformité de ses structures avec la nouvelle réglementation bancaire, après avoir mis en place la structure de la lutte contre le blanchiment de l'argent, suivie de celle du suivi des risques, la dernière a concerné la structure de la conformité qui a mis plus de temps que les autres dans la perspective de pouvoir mutualiser cette fonction avec Tunisie Leasing, projet qui a été difficile à concrétiser.

Parmi les points régulièrement remontés dans la lettre de Direction émanant des Commissaires Aux Comptes, celui du plan de continuité des activités a été reporté pour diverses raisons. Ce projet a finalement démarré sur ces derniers mois et prévu pour s'achever en 2015. Il a nécessité une forte mobilisation pour son démarrage. Le chantier se déroule dans de bonnes conditions.

La refonte du manuel des procédures a également accaparé une bonne partie des équipes. Il a été rendu nécessaire d'abord pour intégrer toutes les nouvelles structures mais surtout pour sa mise à niveau suite au démarrage du nouveau système d'information iMX qui est en fin de stabilisation. Ce système a permis à la société de grimper d'un palier dans l'automatisation de la gestion des alertes et une appréciable souplesse dans la gestion des tarifs. La version V8 de ce logiciel est en cours de négociation avec le fournisseur CODIX, son chantier est programmé pour fin 2015.

Enfin et comme annoncé précédemment, l'emprunt obligataire TF 2014-1 de 15 millions de dinars a été lancé le 17 novembre 2014 pour être bouclé mi-janvier 2015, il a été clôturé courant la dernière semaine du mois de décembre 2014.

3. Réalisation au 31 décembre 2014:

Réalisations au 31 décembre 2014 (en milliers de dinars)

	2014 (1)	2013 (2)	Budget 2014 (3)	Taux de réalisatio n (1) / (3)	Variation (2) / (1)
La production					
Nouvelles signatures (Nombre)	39	54	92	42,4%	-27,8%
Nouvelles signatures (Montant)	81 200	125 500	140 000	58,0%	-35,3%
Résiliations (Montant)	64	62	39	164,1%	3,2%
Résiliations (Nombre)	90 600	115 500	71 725	126,3%	-21,6%
Chiffre d'affaires acheté	404 994	438 096	466 029	86,9%	-7,6%
Domestique A.R	299 822	286 900	309 844	96,8%	4,5%
Domestique S.R.	65 763	91 322	93 380	70,4%	-28,0%
Export	13 551	19 289	20 805	65,1%	-29,7%
Import	25 858	40 585	42 000	61,6%	-36,3%
L'encours de factures achetées	126 704	119 422	126 247	100,4%	6,1%
L'encours de financement fin de période	92 004	86 481	90 884	101,2%	6,4%
L'encours moyen de financement	89 152	83 397			6,9%

Les résultats					
Produits de factoring	11 920,9	11 417,6	12 547,4	95,0%	4,4%
Com. De factoring	3 970,2	3 836,8	4 253,5	93,3%	3,5%
Com. De financement	7 950,7	7 580,8	8 293,9	95,9%	4,9%
Charges de financement	3 595,0	3 286,7	3 805,7	94,5%	9,4%
P.N.B. global	8 354,8	8 164,6	8 741,8	95,6%	2,3%
Les charges d'exploitation	4 112,3	4 005,1	4 543,4	90,5%	2,7%
Frais généraux	1 311,1	1 207,8	1 548,3	84,7%	8,6%
Charges salariales	2 128,7	2 073,7	2 300,1	92,5%	2,7%
Dotations aux amortissements	672,5	723,6	695,0	96,8%	-7,1%
Coefficient d'exploitation	49,2%	49,1%	52,0%	94,7%	0,3%
Coût du risque (global)	1 234,8	1 189,5	839,4	147,1%	3,8%
Taux du coût du risque	0,71%	1,07%	0,50%	142,4%	-33,6%
Résultat d'exploitation	3007,5	2970,1	3359,0	89,5%	1,3%
Résultat net	1681,3	1765,6	2007,9	83,7%	-4,8%
La qualité du portefeuille					
Poids du retard de paiement hors Cx.	4,6%	4,2%			10,0%
Actif classé	4 823	3 738,5			28,6%
Taux d'actif classé	5,2%	4,3%			20,9%
Contentieux	4179	3626			15,3%

- **La production :**

Marquée par une baisse des signatures, impactée par les difficultés vécues par les entreprises comme expliqué ci-dessus d'une part et le nombre réduit des commerciaux de l'agence de Tunis suite aux départs enregistrés en 2013 et 2014 non encore remplacés d'autre part.

Les résiliations restent fin 2014 élevées du fait de la sélection dans la prise des risques d'une part et la baisse de l'activité d'une bonne partie du portefeuille des petites et moyennes entreprises d'autre part.

Le chiffre d'affaires acheté fin 2014 a baissé, résultat du déficit des signatures nouvelles, mais également de la baisse du volume du sans recours, suite à la baisse des limites octroyées par l'assureur crédit après la constatation de la détérioration du profil de paiement de quelques acheteurs, principalement auprès des entreprises de travaux publics, affectées par les retards de paiements des décomptes sur l'Administration. La baisse de l'activité internationale a également influé sur ces réalisations.

L'encours des factures achetées a progressé par comparaison à fin 2013 alors que les achats ne sont pas dans cette tendance, l'allongement des délais de paiement et les retards de paiements expliquent cette croissance.

L'encours de financement est dans la même tendance.

- **Les résultats :**

Les produits de factoring à fin décembre 2014 ont représenté 11,9 MD en progression de 4,4% par rapport à fin 2013 et ont été en léger retrait (-5%) par rapport aux prévisions. Le renchérissement des coûts des ressources, constaté en 2014 a fortement contribué à la forte croissance (+9,4%) des charges de financement par rapport à fin 2013.

Dans ces conditions le P.N.B. s'est situé à 8,4 MD en croissance de 2,3% par rapport à 2013 et en léger retrait (-4,4%) par rapport aux prévisions.

Les charges d'exploitation ont globalement progressé de 2,7% par rapport à 2013 mais ont été en retrait de (-9,5%) par rapport au budget. Seule la ligne, frais généraux a connu une croissance relativement importante 8,6%, s'expliquant par les frais engagés dans le cadre de la mise en place du plan de continuité des activités et l'augmentation des frais de maintenance de iMX suite à la réalisation de nouveaux développements. Ainsi le coefficient d'exploitation s'est situé à 49,2% en ligne avec celui enregistré fin 2013.

Le coût du risque global s'est situé à 1 235 mD en progression de 4% par rapport à fin 2013. Ceci provient essentiellement de l'aggravation de la dotation pour la provision collective qui s'est élevée à 330,5 mD fin 2014 contre 34,7 mD fin 2013, elle s'explique par :

- Augmentation des encours des adhérents au niveau de la classe A et B1 : en passant de 78,5 MD à 80,7 MD.
- L'augmentation du taux de migration en passant de 0,77% à 0,89%.
- L'augmentation du taux de couverture en passant de 71,04% à 88,40%.
- L'augmentation du facteur scalaire en passant de 1 à 1,2.

Le taux du coût du risque (dotation aux provisions pour compte adhérents et acheteurs sans recours) s'est situé à 0,71% fin 2014 en amélioration, par comparaison à fin 2013 où il s'est situé à (+1,07%), mais il reste quand même élevé.

Dans ces conditions le résultat d'exploitation s'est situé à 3 007,5 mD en progression de 1,3% par rapport à fin 2013 et en retrait de 10,5% par rapport aux prévisions.

Les résultats nets ont été de 1 681,3 mD à fin 2014 en léger retrait par rapport à ceux enregistrés fin 2013 (-4,8%) malgré des résultats avant impôts en légère augmentation (1,5%) par rapport à ceux enregistrés à fin 2013. Ceci s'explique par le traitement fiscal de l'exercice 2013 qui a bénéficié de reprises importantes sur les provisions pour congés payés.

• **La qualité du portefeuille :**

Le poids du retard de paiement hors contentieux s'est situé à 4,61%, pratiquement le niveau enregistré fin 2012 et fin 2013.

L'actif classé à fin décembre 2014 s'est situé à 4 823 mD contre 3 739 mD une année auparavant, cette détérioration s'explique par la présence dans la classe B2 de trois dossiers pour un montant de 506,3 mD tous régularisés à la date du 17 février 2015 auquel s'ajoute l'introduction au contentieux de 12 dossiers pour un montant de 803,8 mD dont une partie évaluée à 211 mD est prévue pur être récupérée rapidement.

A fin décembre 2014, le portefeuille contentieux s'est alourdi de 788 mD, pour passer de 3 390,7 mD à fin 2013 à 4 178,8 mD à fin 2014 couvert à 100% par des provisions affectées.

Top 20 adhérents et acheteurs, le risque de concentration et respect des ratios réglementaires :

✓ **Adhérents :**

Au 31 décembre 2014, le Top 20 adhérents pèse pour **38,4 MD** soit **42%** de l'encours de financement global. Ce taux de concentration était de 47% à fin décembre 2013.

Le classement TF pour l'ensemble du TOP 20 est la classe A sauf deux relations en B1.

Le classement BCT à fin décembre 2014 de ce groupe d'adhérent est pour la majorité en A ou B1.

Il est à noter que le poids des contrats sans recours a baissé de 8% en décembre 2013 à 4,77% en décembre 2014. Cette baisse s'explique essentiellement par la politique restrictive adoptée par l'assureur crédit.

✓ **Acheteurs** :

Au 31 décembre 2014, le Top 20 acheteurs totalise 32,2 MD soit **25,46 %** de l'encours global de factures achetées. Ce taux était de 24.4 % à fin décembre 2013.

Le poids des encours non garantis sur l'encours global des factures achetées représente 19,7 % de cet encours à fin décembre 2014 contre 16 à fin décembre 2013.

Pour un plafond par rapport aux fonds propres de la société fixé en interne à 25%, le taux de concentration le plus élevé de factures sur cette famille est de 21,2% porté sur l'acheteur Société Magasin Général. Ce même taux en ne tenant compte que des factures non garanties est de 13,1% porté sur l'acheteur SORUBAT.

Le classement BCT à fin décembre 2014 de ce groupe d'acheteurs est pour la majorité en A ou B1.

**Ordre du jour de l'assemblée Générale Ordinaire
&
Projet de résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire**

1. Ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- ✚ Approbation du rapport du conseil d'administration de l'exercice 2014.
- ✚ Lecture des rapports des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2014.
- ✚ Approbation des états financiers de l'exercice 2014.
- ✚ Conventions réglementées.
- ✚ Quitus aux administrateurs.
- ✚ Affectation des résultats de l'exercice 2014.
- ✚ Emission d'un ou de plusieurs emprunts obligataires.
- ✚ Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes.
- ✚ Pouvoirs.
- ✚ Fixation des jetons de présence des administrateurs et des membres du comité permanent d'audit et du comité des risques

2. Projet des résolutions à soumettre à l'A.G.O. qui aura à statuer sur les comptes 2014 :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux Comptes, sur l'exercice 2014, approuve dans leur intégralité les états financiers arrêtés au 31 décembre 2014 tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice. /

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale après lecture du rapport spécial des Commissaires Aux Comptes prend acte des opérations réalisées dans le cadre des conventions nouvelles et celles approuvées antérieurement telles que décrites dans le rapport spécial des commissaires aux comptes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

TROISIEME RESOLUTION

- L'Assemblée Générale entérine l'engagement de reclassement donné à la direction du contrôle fiscal et consistant à affecter une partie du report à nouveau disponible au 31 décembre 2009 dans un compte spécial intitulé « réserve spéciale de réinvestissement exonéré » pour un montant global de 840 mille dinars représentant le réinvestissement exonéré effectué durant l'exercice 2009 afin de respecter la règle de forme préconisée par la doctrine de l'administration fiscale.
- Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter les bénéfices de l'exercice 2014 comme suit :

Conseil Fiscal

Bénéfice net de 2015	1 681 259
Report à nouveau antérieur à l'exercice 2014	6 030 661
Réserve spéciale de réinvestissement	(840 000)
Réserve légale 5%	0
Bénéfice disponible (A)	6 871 920
Premier dividende (dividende statutaire) à distribuer sur le report antérieur à l'exercice 2014	600 000
Super dividende	0
Bénéfice à distribuer (B)	600 000
Reliquat (A) - (B)	6 271 920
Report à nouveau	6 271 920

non

ok

L'Assemblée Générale Ordinaire, donne pouvoir au Président Directeur Général, pour fixer la date de mise en distribution.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve l'émission à compter de ce jour d'un ou plusieurs emprunts obligataires d'un montant total ne dépassant pas quinze millions (15 000 000) de dinars et donne pouvoir au conseil d'administration de la société pour fixer les caractéristiques et les conditions d'émission et accomplir les formalités y afférentes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer la somme de dix-huit mille (18 000) Dinars, aux membres du Conseil d'Administration, à titre de jetons de présence.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe la rémunération des membres du Comité Permanent d'Audit Interne et du Comité des Risques pour l'exercice 2014 à un montant global de vingt-quatre mille (24 000) dinars dont huit mille dinars (8 000) pour chacun des Présidents des dits Comités.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, désigne la société E.C.C. MAZARS en qualité de Commissaire aux Comptes chargé de remplir la mission qui lui est conférée par la loi et les statuts et ce pour une période de trois (3) ans qui prendra fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les compte du dix-neuvième exercice (2017).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

La société E.C.C. MAZARS représentée à l'Assemblée Générale Ordinaire par Monsieur Mohamed Ali LAAOUANI CHERIF déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et déclare en outre, qu'il n'entre dans aucune des incompatibilités prévues par la loi.

La rémunération du Commissaire aux Comptes sera fixée par le Conseil d'Administration.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, tous pouvoirs d'effectuer tous dépôts et remplir toutes formalités de publication légale ou de régularisation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à

Document d'information

(Annexe 3 au règlement portant sur l'appel public à l'épargne)

Les membres actuels du conseil d'administration sont :

Administrateurs	Dernier poste important occupé dans la société	Fonctions principales exercées actuellement dans la société
M. Mohamed BOURAOUI	Président Général Directeur	Président Directeur Général
M. Franck PONCIN	Néant	Néant
M. Hichem ZGHAL	Néant	Néant
M. Abdelkader RAHY	Néant	Néant
M. Sadok BELKAIED	Néant	Néant
M. Mourad CHAMMAM	Néant	Néant
M. Mongi BEN TKHAYAT	Néant	Néant
TUNISIE LEASING	Néant	Néant
CAL&F (Ex EUROFACTOR)	Néant	Néant

Participation de 5% ou plus dans le capital de la société :

Administrateurs	Nombre d'actions	Pourcentage du capital
TUNISIE LEASING	569 765	56,98 %
CAL&F (Ex EUROFACTOR)	363 634	36,36%

Renseignements concernant le droit de vote et la répartition du capital :

Nom & Prénom ou Raison sociale	Adresse	% du capital détenu	% droit de votes détenus	
		au 31/12/2011	2010	2011
TUNISIE LEASING	Tunisie	56,98%	56,98%	56.98%
CAL&F (Ex EUROFACTOR)	France	36.36%	36.36%	36.36%
STIF	Tunisie	4.84%	4.84%	4.84%
Diverses personnes physiques	Tunisie	1.82%	1,82%	1.82%

INFORMATIONS D'ORDRE GENERAL

1. Évolutions prévisibles de la situation de la société et perspectives d'avenir :

La stratégie suivie à ce jour par la société alliant le développement à la bonne gestion et maîtrise du risque sera renforcée durant les années à venir. Cette stratégie a permis le renforcement de l'assise financière de la société et la consolidation de ses indicateurs de solvabilité. La mise en place d'un cadre de partenariat avec notre partenaire et actionnaire CAL&F (CREDIT AGRICOLE LEASING&FACTORING) ex EUROFACTOR, leader du factoring en Europe a contribué à perfectionner les outils d'appréciation et de gestion des risques et a aidé au lancement de nouveaux produits permettant à la société de consolider sa position de leader sur le marché tunisien avec 55% de part de marché. La vulgarisation du factoring sans recours dont le lancement a été laborieux restera l'une des priorités de notre politique de développement sur les deux ou trois années à venir. Le business plan sur la période 2014 / 2018 fait ressortir à l'horizon 2018 un volume de chiffre d'affaires acheté avoisinant les 840 millions de dinars dont un peu plus du tiers provenant du produit sans recours au domestique et un résultat avant impôt de 8 millions de dinars.

2. Les prises de participations:

Réduites à une seule ligne. Les participations futures sont prévues pour être moins fréquentes au vu de la nouvelle législation qui les régit.

Les prises de participations sont proposées par le management de la société au Conseil d'Administration qui autorise ces participations.

3. Eléments sur le contrôle des risques :

Depuis la création de la société le management s'est attelé à la mise en place d'une politique de gestion et de contrôle des risques qui n'a cessé d'évoluer au fur et à mesure du développement de l'activité.

Dans la perspective de l'adoption par les autorités monétaires tunisiennes des normes de Bâle II la société a décidé d'expérimenter un procédé de notation des risques spécifiques au métier du factoring. L'analyse des différents risques supportés par la société au courant de ces dernières années servirait à affiner la grille de notation en cours de conception. Sa finalisation risque de prendre encore un peu plus de temps. Ceci étant du aux chantiers en cours, jugés plus urgents à l'instar de la mise en place du Plan de Continuité des Activités dont la mise en place est prévue pour le début du second semestre 2015 (les premiers tests grandeur nature ont pu être

effectués) et la mise à niveau du plan de sécurité informatique qui accapare aussi bien du temps que des ressources.

Ainsi une segmentation des risques inhérents à l'activité de factoring tenant compte de l'environnement externe de la société (contraintes réglementaires, exigences ou normes définies par l'actionnaire), et du respect des normes de gestion financières (respect des ratios financiers et des limites) a permis de définir un dispositif général de gestion et de contrôle des risques s'articulant autour de trois axes : mise en place de procédures, contrôle de premier niveau et le contrôle de deuxième niveau mis en place au début de l'année 2007 (contrôle interne suite à la création du service d'audit interne), attribution de délégations et création de différents comités.

Depuis le démarrage en 1996 de l'activité de factoring des procédures afférentes aux différents processus métier ont été mises en place et ont fait l'objet d'améliorations au fur et à mesure du développement de l'activité. Ces procédures ont fait l'objet d'une évaluation à l'occasion de la confection du manuel de procédures et du manuel comptable dont la mise en place a été faite courant l'année 2009. Ces manuels sont en cours de mise à jour pour tenir compte de l'apport des nouveaux systèmes d'information aussi bien celui de la comptabilité plus performant et permettant de gérer en parallèle la comptabilité analytique que celui de l'exploitation, qui est riche en nouvelles fonctionnalités, permettant la gestion de nouveaux produits tout en étant souple dans la gestion des tarifs et permettant une meilleure gestion et optimisation de la prise de risque.

Le contrôle de premier niveau ou contrôle opérationnel concerne toute action ou opération initiée au sein des différents services de la société, ce premier niveau de contrôle repose sur les sondages des factures achetées, les vérifications croisées, l'automatisation de plusieurs opérations grâce à un outil informatique performant, la gestion rigoureuse des habilitations et un suivi minutieux du risque de dilution ou risque procédural et de non-valeurs.

Le contrôle de deuxième niveau ou contrôle interne concerne toutes les missions confiées à l'auditeur interne par la Direction Générale et / ou le Comité permanent d'Audit Interne, pour s'assurer de la bonne application des procédures par les différents départements et services et le suivi de l'application rigoureuse des recommandations faites par les commissaires aux comptes suites à leur mission d'audit.

Les différents engagements pris par la société ainsi que le suivi du respect aussi bien des contraintes réglementaires que des normes définies par l'actionnaire et des normes de gestion financières sont du ressort de différents comités ayant des délégations pour pouvoir statuer sur les différentes prises de risque. Les décisions de chacun de ces comités sont soumises à la ratification par le comité d'un niveau de compétence supérieur (organisation en cascade).

Le financement de la société se fait en grande partie à taux variable y compris pour les C.M.T. bancaires.

Le refinancement sur le marché financier se fait par souscription de billet de trésorerie avec des maturités courtes et négociables pour tenir compte de l'évolution du T.M.M.

Quant au risque de change inhérent à l'activité internationale, la société n'y est pas réellement exposée du fait qu'il est contractuellement à la charge des adhérents. Néanmoins la Direction Générale de la société s'est déployée pour avoir des ressources en devises pour pouvoir accorder des financements en devises, ce qui a fortement contribué à diminuer la charge supportée par ses clients et afférente à ce risque.

Par ailleurs la Direction Générale dans sa politique de gestion des risques reste très vigilante aux aspects aussi bien juridiques que fiscaux, pour cerner les risques y afférents, des missions sont confiées à des cabinets spécialisés pour évaluer l'exposition de la société à ces risques et mettre en œuvre les actions nécessaires pour pallier aux insuffisances relevées.

Conformément à la nouvelle réglementation en matière de gouvernance des établissements financiers contenue dans la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2011-06 du 20 mai 2011, des aménagements ont été apportés à quelques organes de direction et de contrôle de la société.

Ainsi le Conseil d'Administration composé auparavant de cinq Administrateurs, comprend actuellement neuf Administrateurs dont deux indépendants et président chacun le Comité d'Audit Interne et le Comité des Risques.

Dans le même ordre d'idée et dans le cadre de la mise en place progressive des décisions relatives à la bonne gouvernance bancaire, il a été procédé à la nomination d'une personne qui a pris en charge la fonction de la conformité.

Il est à noter par ailleurs, qu'en date du 30 janvier 2014 l'administration fiscale a notifié à Tunisie Factoring une décision de contrôle approfondi portant sur les exercices 2009-2010-2011-2012. Cette mission a abouti à une taxation de l'ordre de 1,5 MD. Les discussions entamées avec l'Administration fiscale laissent présager une révision à la baisse substantielle de cette taxation. Les négociations sont en cours mais il n'en reste pas moins que ce risque est largement provisionné dans les comptes de la société, selon même les estimations des Commissaires aux comptes.

4. Évolution des capitaux propres : (voir annexe I)

Les dividendes à verser au titre de l'exercice 2012 se sont élevés à 600 mille dinars soit 6% du capital social (6% dividendes statutaires). Pour l'exercice 2013 il est prévu un taux de distribution de 6% (dividendes statutaires).

5. Évolution de la société et de ses performances au cours des cinq dernières années : (voir annexe II).

ANNEXE I

Annexe I

Evolution des capitaux propres de Tunisie factoring

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Capital social	4 000 000	4 000 000	4 400 000	4 400 000	4 400 000	4 400 000	4 400 000	4 400 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Réserve légale		1 338	32 769	74 700	131 180	182 008	234 615	299 398	440 000	480 062	566 199	713 022	924 495	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Report à nouveau		25 417	362 618	699 312	1 312 425	1 818 147	2 357 678	3 084 565		151 435	1 006 348	2 169 634	3 397 992	4 040 929	4 895 085	6 030 661
Résultat de l'exercice	26 755	628 632	838 625	1 129 593	1 016 550	1 052 138	1 295 670	1 251 486	812 037	1 560 510	1 930 107	2 059 831	1 348 442	1 484 156	1 765 576	1 681 259
Effet de modification comptable								1 908 551								
Provision pour nsques généraux									1 112 282	1 112 282	1 112 282	1 112 282	1 112 282	1 112 282	1 112 282	1 112 282
Total capitaux propres	4 026 755	4 655 387	5 634 012	6 303 605	6 860 155	7 452 293	8 287 963	10 944 000	12 364 319	13 304 289	14 614 936	16 054 769	16 783 211	17 637 367	18 772 943	19 824 202
Provisions non affectées	0	387 903	1 293 231	1 422 145	1 875 138	2 235 512	3 020 833	1 112 282	0	0	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres améliorés par les prov. non affectées	4 026 755	5 043 290	6 927 243	7 725 750	8 735 293	9 687 805	11 308 796	12 056 282	12 364 319	13 304 289	14 614 936	16 054 769	16 783 211	17 637 367	18 772 943	19 824 202

ANNEXE II

Évolution des chiffres clés de TF (en milliers de dinars)

	1999 (1)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	Variat
CA Signé et non annulé	119 600	164 150	202 100	235 500	238 550	294 700	276 200	240 400	260 400	321 850	308 850	357 250	415 250	502 500	454 350	444 450	-2,2%
CA Achetés	76 078	100 007	144 598	163 547	166 317	180 326	203 166	227 521	260 122	301 399	321 955	347 988	344 415	423 143	438 097	404 994	-7,6%
Domestique	45 962	67 317	108 380	131 063	130 637	155 873	170 973	184 976	213 979	242 159	250 643	289 783	303 346	355 454	378 222	365 585	-3,3%
AR	45 962	67 317	108 380	131 063	130 637	155 873	161 373	164 334	142 087	172 229	190 834	231 110	232 210	269 524	286 900	299 822	4,5%
SR	0	0	0	0	0	0	9 600	20 642	71 892	69 930	59 809	58 673	71 136	85 930	91 322	65 763	-28,0%
Export	27 246	28 950	32 672	23 348	23 662	14 942	16 162	10 871	8 025	10 608	26 860	15 590	12 069	34 057	19 289	13 551	-29,7%
Import	2 870	3 740	3 546	9 136	12 018	9 511	16 031	31 674	38 118	48 632	44 452	42 615	29 000	33 632	40 586	25 858	-36,3%
Financements	32 710	82 672	116 606	134 252	133 725	150 419	154 848	165 695	190 472	228 329	244 935	275 562	267 346	311 739	313 836	321 299	2,4%
Encaissements	31423	80 633	113 812	139 169	141 345	151 356	159 779	170 701	195 892	227 970	294 990	275 477	274 108	315 406	323 082	321 543	-0,5%
Encours de Factures Achetées	27 541	36 115	47 590	52 498	49 746	56 012	59 920	64 802	72 940	82 933	87 247	96 853	100 250	115 214	119 422	126 704	6,1%
Domestique	19 980	26 740	36 975	40 429	42 110	49 732	49 131	52 627	59 918	67 869	69 196	85 976	91 640	106 261	109 417	118 301	8,1%
AR	19 980	26 740	36 975	40 429	42 110	49 732	46 295	46 005	42 526	55 038	57 147	71 394	73 406	83 234	87 649	99 942	14,0%
SR	0	0	0	0	0	0	2 836	6 622	17 392	12 831	12 049	14 582	18 234	23 027	21 768	18 359	-15,7%
Export	7 067	8 658	9 187	8 371	4 943	3 813	3 585	1 765	1 218	1 667	7 316	2 287	1 626	3 698	4 024	3 109	-22,7%
Import	494	717	1 428	3 698	2 693	2 467	7 204	10 410	11 804	13 397	10 735	8 590	6 984	5 255	5 981	5 294	-11,5%
Encours import garantie	351	204	255	215	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Encours de financement	22 646	27 404	35 741	35 817	35 184	39 958	41 362	42 668	47 267	54 451	58 218	68 067	71 039	80 878	86 481	92 004	6,4%
Domestique	16 592	21 439	29 772	31 961	31 469	37 021	38 735	41 432	46 408	53 587	52 527	66 311	69 728	77 831	78 946	83 118	5,3%
AR	16 592	21 439	29 772	31 961	31 469	37 021	36 325	35 870	33 621	44 023	45 813	58 564	59 313	64 913	66 648	73 605	10,4%
SR	0	0	0	0	0	0	2 410	5 562	12 787	9 564	6 714	7 747	10 415	12 918	12 298	9 513	-22,6%
Dont Direct	0	0	0	0	0	0	2 410	5 562	9 637	8 066	6 714	7 747	10 415	10 736	8 030		
Dont Avec BO	0	0	0	0	0	0	0	0	3 150	1 498	0	0	0	2 182	4 268	6 450	51,1%
Export	6 054	5 965	5 969	3 856	3 715	2 937	2 627	1 236	859	864	5 691	1 756	1 311	3 047	3 267	2 436	-25,4%
Produit du factoring	1 466	3 402	4 768	5 564	5 119	5 217	5 920	5 708	6 413	7 458	7 474	8 208	8 262	9 386	11 418	11 921	4,4%
Commission de Factoring	504	1 194	1 568	1 866	1 968	1 982	2 171	2 010	2 181	2 713	2 891	3 119	3 062	3 677	3 837	3 970	3,5%
Commission de Financement	962	2 208	3 200	3 698	3 151	3 235	3 749	3 698	3 976	4 745	4 582	5 089	5 200	5 709	7 581	7 951	4,9%
Charges financières	470	1 232	1 803	2 073	1 751	1 648	1 757	2 253	2 068	2 448	2 094	2 309	2 333	2 546	3 287	3 595	9,4%
PNB	996	2 170	2 965	3 491	3 368	3 569	4 163	3 968	4 460	5 493	5 906	5 973	6 208	6 893	8 165	8 355	2,3%
Charges d'exploitation	378	831	1 015	1 223	1 384	1 519	1 608	1 796	1 914	2 121	2 394	2 429	2 819	3 519	4 160	4 134	-0,6%
Dont Charges de personnel	136	364	456	646	731	784	837	933	1 076	1 251	1 383	1 619	1 883	2 331	2 325	2 129	-8,4%
Dont Frais généraux	184	396	528	574	560	609	672	807	797	932	1 064	937	899	1 038	1 160	1 311	13,0%
Résultat avant Impôts & bonus	125	846	1310	1598	1445	1495	1 875	1 886	1 412	2 785	2 829	3 560	2 391	2 681	3 031	3 151	4,0%
Total provisions	804	1303	1963	2657	3269	3963	4 673	2 836	1 701	1 764	1 929	1 828	2 575	2 839	3 739	4 385	17,3%
'dont non affectées	0	388	1293	1422	1875	2235	3 021	1 112									
'dont affectées*	804	915	670	1 235	1 394	1 729	1 652	1 724	1 701	1 764	1 929	1 828	2 575	2 839	3 739	4 385	17,3%
Actif classé	1 777	1 432	680	2 631	1 978	1 746	1 852	1 970	1 758	2 265	1 929	1 899	2 608	2 869	3 739	4 807	28,6%
Coût du risque	3,55%	3,34%	1,87%	3,45%	3,96%	4,33%	3,99%	4,04%	3,60%	3,24%	3,31%	2,69%	3,63%	3,51%	4,32%	4,77%	10,2%
Actif classé / Encours de fin	7,8%	5,2%	1,9%	7,3%	5,6%	4,4%	4,5%	4,6%	3,7%	4,2%	3,3%	2,8%	3,7%	3,5%	4,3%	5,2%	20,8%
Total provisions / Actif classé	45%	91%	289%	101%	165%	227%	252%	144%	97%	78%	100%	96%	99%	99%	100%	91%	-8,8%
Provisions affectées / Actif classé	45,2%	63,9%	98,5%	46,9%	70,5%	99%	89%	88%	97%	78%	100%	96%	99%	99%	100%	91%	-8,8%
Fonds propres (après affect.)	4 026	5 043	6 467	7 265	8 275	9 227	10 809	11 552	11 744	12 683	13 957	15 435	16 153	16 993	18 143	19 271	6,2%
Nombre de comptes acheteurs	3 824	5 914	9 389	11 184	12 859	14 309	15 695	16 247	17 421	18 646	19 741	21 120	22 277	28 821	31 192	33 306	6,8%
Domestique	3 491	5 457	8 840	10 382	12 425	13 822	15 173	15 680	16 778	17 937	18 964	20 285	21 418	27 906	30 228	32 306	6,9%
Export	100	134	172	210	227	266	267	276	287	300	316	348	363	407	450	470	4,4%
Import	233	323	377	592	207	221	255	291	356	409	461	487	496	508	514	530	3,1%
Nombre de factures total	18 586	25 508	35 707	51 182	55 480	52 908	57 580	69 988	78 694	79 697	88 817	89 376	82 626	95 122	120 362	124 043	3,1%
Domestique	17 176	23 950	33 986	47 853	52 699	49 932	54 024	65 299	74 951	75 908	85 248	85 709	80 188	91 476	116 621	120 744	3,5%
Export	1 189	1 323	1 415	1 461	1 802	1 537	1 426	1 268	399	325	479	474	347	496	399	350	-12,3%
Import	221	235	306	1 868	979	1 439	2 130	3 421	3 344	3 464	3 090	3 193	2 091	3 150	3 342	2 949	-11,8%
Effectifs	18	21	24	30	32	33	37	37	40	41	44	47	48	47	45	45	0,0%
Coefficient d'exploitation	37,95%	38,29%	34,24%	35,04%	41,08%	42,57%	38,62%	45,27%	42,91%	38,61%	40,53%	40,67%	45,41%	51,05%	50,95%	49,48%	-2,9%